

Zins M.-J.,  
*Le Pakistan. La quête de l'identité.*

La Documentation Française, Paris, 2002.  
 Bibliographie, 187 p.

L'ouvrage que publie M.-J. Zins sur le Pakistan n'affiche pas la même ambition que celui de Chr. Jaffrelot <sup>(1)</sup>. L'auteur est un politologue bien connu spécialiste de l'Inde <sup>(2)</sup>. Doté de huit cartes, l'ouvrage se découpe en quatre parties : 1. La mosaïque des identités : la terre et les hommes, 2. Les traumatismes fondateurs, 3. L'invention d'une nation et 4. La fabrique d'une politique extérieure. L'auteur souligne d'emblée que c'est « un pays particulièrement difficile à appréhender » pour au moins trois raisons (p. 7). D'une part, parce que le Pakistan actuel n'est plus le Pakistan de 1947, après la scission du Bangladesh. D'autre part, parce que le processus historique ayant prévalu à sa construction est singulièrement complexe : « Il nous faudra donc constamment assurer un va-et-vient intime, précise l'auteur, entre le passé le plus ancien et le contemporain le plus récent pour tenter de dégager le fil conducteur de l'histoire pakistanaise, faite de brisures successives en général aussi sanglantes les unes que les autres » (*idem*). Enfin, la construction nationale au Pakistan nécessite la prise en compte de concepts très différents, mais très imbriqués les uns avec les autres. De citer comme exemples « minorités religieuses », « État » et « nation ».

La partie sur les populations s'ouvre sur « la diversité des peuples », avec des Pendjabis qui constituent « le cœur et la colonne vertébrale » (p. 21). Un encadré apporte plus d'informations sur l'ourdou qui, si elle fut bien « la langue du camp », possède une tradition littéraire qui remonte à plusieurs siècles. Les Sindhis, qui possèdent « une identité régionale forte », vivent « encore en partie sous un régime souvent qualifié de féodal ou semi-féodal » (p. 29). De plus amples informations suivent, bien qu'elles n'éclaircissent toujours pas ce système auquel Pierre Lafrance faisait déjà allusion : « la dimension clanique est une facette incontournable de la vile politique. Les luttes de clans sont incessantes et s'organisent sur la base de réseaux clientélistes durables » (*idem*). Lorsque M.-J. Zins aborde le système biradari, il cite Pierre Lafrance (p. 31). En revanche, il faut noter un paragraphe consacré au « phénomène mohajir », qui n'avait pas reçu un traitement séparé dans l'ouvrage dont il a été question dans la notice précédente (p. 31-36). L'auteur est sans doute un peu rapide lorsqu'il écrit que ces musulmans originaires de l'Inde constituaient « la minorité musulmane des plaines du nord en butte aux vexations du système des castes » (p. 33). On sait qu'ils appartenaient plutôt aux classes moyennes relativement éduquées.

Dans la deuxième partie sur les traumatismes fondateurs, l'auteur revient sur l'histoire des musulmans dans l'Inde pré-coloniale et coloniale, pour montrer que le mouvement pour la création du Pakistan plonge ses racines

dans la durée. Il s'arrête sur le traumatisme de la révolte des Cipayes, au cours de laquelle « La partie la plus active de l'élite musulmane est tuée, déportée ou dépossédée de ses biens. » (p. 81). S'il est vrai que peu de musulmans rallièrent le parti du Congrès lors de sa fondation en 1885, l'auteur ne précise pas que des organisations musulmanes virent le jour à la même époque avec un programme qui n'était ni plus ni moins politique que celui du Congrès. Ce fut par exemple le cas de la National Muhammadan Association fondée par Sayyid Amir 'Ali en 1877. Après la création de la Ligue Musulmane en 1906, il fallut attendre l'arrivée de Muhammad 'Ali Ğinnāh pour qu'elle atteigne son développement maximal. Zins présente ce dernier comme « l'archétype de l'intellectuel musulman moderniste et libéral » (p. 85), sans préciser qu'il était né Khojah ismaélien, et qu'il ne s'exprima jamais qu'en anglais (sa langue maternelle était le goudjérati bien qu'étant né dans le Sindhi à Karachi). L'auteur explique ensuite que c'est dans les zones où les musulmans étaient minoritaires qu'ils adhérèrent le plus massivement à la demande de création d'un État musulman. On regrette pourtant qu'il ait choisi l'extrait d'un livre connu pour son préjugé anti-musulman et anti-ġinnahiste pour narrer comment le fondateur du Pakistan précipita les choses (p. 91).

L'auteur, qui a écrit son livre après le 11 septembre, n'hésite pas à affirmer que la « talibanisation » frappe aujourd'hui de plein fouet le Pakistan (p. 118). Contrairement à l'ouvrage de Chr. Jaffrelot, il n'hésite pas à mentionner que la France avait signé un contrat avec le Pakistan portant sur l'installation d'une centrale nucléaire et d'une usine de retraitement de l'uranium (p. 154). Le contrat aurait été suspendu en 1978, suite à des pressions américaines, mais on sait qu'un nouveau contrat avait été signé par Benazir Bhutto et le gouvernement de François Mitterrand. Comme trop souvent, Zins passe trop rapidement sur l'implication des États-Unis et de l'Arabie saoudite pour « aider » les Pakistanais à régler le problème de l'Afghanistan. Avouons qu'il est difficile de suivre certaines assertions de l'auteur dans ce domaine, lorsqu'il écrit que le Pakistan est soulagé de voir disparaître fin 2001 une menace, c'est-à-dire l'Afghanistan, ou que Kaboul « est en train de faire du Pakistan la très islamique et nucléaire base arrière de sa propre politique » (p. 168). La thèse habituellement avancée est que c'était le Pakistan qui tirait les ficelles en Afghanistan... Dans sa conclusion, l'auteur note « l'absence remarquable de remous importants qu'il (le rapprochement de Musharraf avec les États-Unis) a suscités dans le pays » et souligne que « la population pakistanaise ne correspond pas à l'image que la plupart des médias occidentaux donnent d'elle » (p. 172).

Michel Boivin  
 CNRS

(1) Voir compte-rendu dans ce *Bulletin*.

(2) Il a signé un ouvrage sur l'Inde dans cette même collection : *Inde. Un destin démocratique*, Paris, La Documentation française, 1999.